

Acquis et défis de la révolution bolivarienne

Depuis douze ans selon Elias Eljuri, président de l'Institut national de statistique (INE), le Venezuela a investi 772 milliards de dollars (594 milliards d'euros) dans les secteurs sociaux ④.

Cela est bien évidemment possible parce que le prix du pétrole brut demeure élevé (autour de 100 dollars le baril) puisqu'il s'agit du principal levier économique de la politique chaviste.

LES ACQUIS EN CHIFFRES ET EN TÉMOIGNAGES

Fin 2002, début 2003, le patronat et des cadres de l'entreprise pétrolière nationale qui cherchaient à la privatiser ont organisé un sabotage pétrolier qui, selon Jesse Chacon, ex-ministre du gouvernement Chávez, aurait coûté au pays plus de 50 milliards de dollars.

Suite aux conséquences dramatiques de ce sabotage sur l'augmentation de la pauvreté qui avait commencé à diminuer légèrement, les missions sociales lancées à partir de 2003 ⑤ ont donné une vraie visibilité au projet bolivarien. Elles ont représenté la principale arme du gouvernement pour lutter contre la pauvreté. Celle-ci est ainsi passée de 61 % dont 21 % d'extrême pauvreté à la fin de la IV^e république - et encore il s'agit probablement de chiffres sous-estimés - à 29 % dont 7 % d'extrême pauvreté.

Les missions sont fort nombreuses et il s'en crée régulièrement de nouvelles, donc on ne pourra en voir que quelques-unes parmi les principales.

ALORS QU'EN EUROPE LA DETTE SERT DE PRÉTEXTE POUR SABRER À TOUT VA DANS LA PROTECTION SOCIALE ARRACHÉE PAR LES LUTTES DES TRAVAILLEURS DEPUIS LA FIN DU XIX^e SIÈCLE, LE VENEZUELA POURSUIT LUI L'OBJECTIF OPPOSÉ - CELUI DE GARANTIR À TOUT UN CHACUN LES MOYENS DE MENER UNE VIE DIGNE.

Virginie de Romanet
CADTM - www.cadtm.org

La Mission Alimentation (Misión Mercal), créée en 2003, concerne aujourd'hui près de seize millions de Vénézuéliens qui s'approvisionnent en aliments de qualité à prix juste dans tout le pays. L'économie réalisée est tout à fait conséquente puisqu'elle repré-

Avant la révolution, il n'existait que 4 404 centres de santé pour un pays vaste comme plus de 40 fois la Belgique ou plus du double de la France. Aujourd'hui ce chiffre a été plus que triplé puisqu'il en existe maintenant 13 721 ⑥.

en juillet 2010 plus de 632 000 diplômés. Quant à la mission Sucre, elle englobe les universités bolivariennes et a permis une démocratisation de l'enseignement universitaire.

En plus de ces missions destinées à des personnes de tranches d'âge supérieures à celles couvertes par l'éducation primaire et secondaire, la scolarisation secondaire générale dans la tranche d'âge concernée est passée de 37,8 % pour l'année 1998-1999 à 72,1 % pour l'année 2009-2010, soit un quasi-doublement.

En treize ans, le nombre de bourses universitaires est passé d'un peu moins de 51 000 pour l'année 1998 à plus de 372 000 pour l'année 2009, ce qui a eu pour conséquence une augmentation de 170 % des inscriptions qui sont passées de 785 000 à 2,4 millions en 2010. Selon des données de l'UNESCO, le Venezuela est le 5^e pays du monde par rapport au taux d'inscription universitaire et le second en Amérique latine et Caraïbes.

“ LES MISSIONS SOCIALES LANÇÉES À PARTIR DE 2003 ONT DONNÉ UNE VRAIE VISIBILITÉ AU PROJET BOLIVARIEN. ELLES ONT REPRÉSENTÉ LA PRINCIPALE ARME DU GOUVERNEMENT POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ. ”

sente 71,85 % par rapport aux prix régulés et près de 85 % par rapport aux prix spéculatifs des commerces privés.

La Mission Santé (Misión Barrio Adentro ⑦), créée également en 2003, a réalisé plus de 265 millions de consultations gratuites depuis 2003 jusqu'en août 2011 et a sauvé plus de 1,7 million de vies.

Plusieurs missions ont été mises en place dans le domaine de l'Éducation ⑧. La mission Robinson I d'alphabétisation a alphabétisé 1,7 million de personnes. La mission Robinson II vise à donner la possibilité à celles et ceux qui n'avaient pas terminé l'école primaire de la terminer. La mission Ribas poursuit le même objectif pour le secondaire et comptait



TOUT LE PÉTROLE AU PEUPLE!

Par ailleurs, alors que l'exercice de la médecine était auparavant l'apanage des catégories aisées qui avaient leurs cabinets dans les centres villes et les quartiers favorisés laissant une partie importante de la population sans accès aux soins, ce sont plus de 8 000 médecins qui sont sortis diplômés de *Médecine intégrale communautaire* et qui vont intégrer le système public national de santé ❶.

La Mission Formation qualifiante (Misión Vuelvan Caras ❷), lancée en 2003 et renommée en 2007 Misión Che Guevara, a pour objectif la formation professionnelle pour le lancement d'activités seul/e en ou coopérative.

La Mission Miracle (Misión Milagro), créée en 2004 pour redonner la vue à celles et ceux qui l'avaient perdue, avait commencé en partenariat avec Cuba où étaient réalisées les opérations. À partir d'octobre 2005, la mission a été reprise par le Venezuela et rassemble aujourd'hui un réseau de 54 hôpitaux dans tout le pays. Avant la révolution, il y avait 5 000

opérations ophtalmologiques par an alors qu'il y en avait en 2010, 4 500 par semaine.

La Mission Mères des quartiers pauvres (Madres del Barrio), lancée en 2006, a, en six ans d'existence, octroyé 25 000 financements pour des mères de famille sans

logements précaires et le relogement provisoire de la population concernée dans des bâtiments appartenant à l'État. Celle-ci a pour objectif la construction de deux millions de logements en sept ans donc d'ici la fin 2018 ❸. En septembre 2012, la mission avait déjà remis 252 762 logements

de logement totalement indécents, Chávez a attendu jusque 2011 et une catastrophe pour chercher à résoudre un problème aussi crucial ❹.

L'EMPLOI

En 2010, l'Institut national de statistiques a signalé qu'environ quatre millions d'emplois ont été créés depuis l'arrivée au pouvoir de Chávez en février 1999. Par ailleurs, évidemment très important dans un pays comme le Venezuela, l'emploi formel est passé de 46,3 % en juin 1999 à 57 % treize ans plus tard, l'emploi informel décroissant bien évidemment d'autant.

“ LA “MISSION SANTÉ”, CRÉÉE PAR LE GOUVERNEMENT VÉNÉZUÉLIEN EN 2003, A RÉALISÉ PLUS DE 265 MILLIONS DE CONSULTATIONS GRATUITES ET A SAUVÉ PLUS DE 1,7 MILLION DE VIES.”

emploi vivant dans une très grande pauvreté pour la mise en place de projets socio-productifs qui ont impliqué 100 000 femmes.

La Grande Mission Logement (la Gran Misión Vivienda) a été lancée le 30 avril 2011 après des inondations et glissements de terrain qui, en novembre 2010, avaient occasionné la perte de nombreux

neufs en commençant par les familles sinistrées. En avril 2012, 2 320 personnes sans emploi avaient intégré ce programme de construction après une formation.

On peut toutefois légitimement se demander pourquoi devant un problème d'une telle envergure et importance vu le nombre de personnes vivant dans des conditions

Le gouvernement a promulgué le 1er mai de cette année - avec évidemment une forte symbolique - un nouveau code du travail - la Loi organique du travail, des travailleuses et travailleurs - remplaçant celui de 1997 qui ramène la durée hebdomadaire du travail de 44 à 40 heures, qui fixe la durée du congé de maternité à 26 semaines ainsi qu'un congé de paternité de 14 jours. Les parents →

d'un enfant malade ne pourront être licenciés. Les réclamations pour les prestations sociales ont un délai de prescription de dix ans et cinq pour les prestations salariales. La sous-traitance est interdite et a pour conséquence

LA RÉFORME AGRAIRE

Depuis la révolution, les latifundia **(K)** ont diminué de plus de moitié. Sur 6,7 millions d'hectares, 3,6 millions ont été récupérés, distribués et mis en production. La production agricole est, elle,

d'un pays que la logique capitaliste a mis des siècles à construire **(L)**. On peut en effet penser qu'il s'agit de la mise sur pied de nouvelles conditions pour dépasser le capitalisme et dans l'immédiat ces nationalisations rapportent beaucoup au pays.

commerciaux demeurent largement dominants dans le spectre audiovisuel.

Depuis 2006, le modèle des conseils communaux essaie de se mettre en place. Les habitants d'un quartier, d'une petite ville ou de regroupements dans les campagnes s'organisent et présentent des projets au gouvernement par rapport à ce qui leur manque. Lorsque le gouvernement approuve leurs projets, il transfère l'argent nécessaire à leur réalisation qui sera généralement confié à une coopérative locale. Ce type de fonctionnement est beaucoup plus démocratique que celui qui consiste dans la démocratie représentative à avoir recours aux élus des collectivités territoriales.

“ LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL RAMÈNE LA DURÉE HEBDOMADAIRE DU TRAVAIL DE 44 À 40 HEURES ET FIXE LA DURÉE DU CONGÉ DE MATERNITÉ À 26 SEMAINES AINSI QU'UN CONGÉ DE PATERNITÉ DE 14 JOURS.”

que les licenciements injustifiés obligent l'entreprise à réintégrer le/la travailleur/euse. Les droits des femmes ou hommes au foyer sont les mêmes que ceux de tous les travailleurs, en particulier en matière de pensions.

Le revenu minimum vénézuélien est maintenant le plus élevé de toute l'Amérique latine. En 2011, le salaire minimum a augmenté de 26,5 et se situe à 360 dollars, ce à quoi il faut ajouter un bon d'alimentation représentant 188 dollars **(M)**.

Par ailleurs, pour promouvoir l'activité économique des femmes, le gouvernement a créé la Banque des femmes (BANMUJER) qui est une institution publique qui accorde des microcrédits à des femmes provenant des communautés les plus pauvres ainsi que de l'assistance technique pour les aider à la mise en place d'activités productives en vue d'améliorer leurs revenus et leur qualité de vie. Elle vise à inciter les femmes à s'organiser et à se constituer en associations de productrices que ce soit au niveau urbain ou rural.

Une pension équivalant au salaire minimum est accordée à celles et ceux qui n'ont pas pu cotiser pour leur donner l'occasion de passer leur fin de vie dans la dignité.

passée de 17,1 millions de tonnes en 1998 à 24,6 millions de tonnes en 2010, ce qui représente une augmentation de 44 % en douze ans.

La Banque agricole vénézuélienne a joué un rôle très important à cet égard en multipliant l'octroi de crédits, passé de 19 millions de bolivares (environ 3,4 millions d'euros) en 2006 à 1,2 milliard de bolivares (environ 215 millions d'euros) en 2010 **(N)**.

Il faut également souligner la structuration d'une propriété sociale regroupant plus de 21 000 travailleurs dans 110 unités de production.

LES NATIONALISATIONS DANS L'INDUSTRIE ET LES SERVICES

Plusieurs nationalisations assorties d'indemnités ont eu lieu depuis 2008-2009 dans la sidérurgie (SIDOR), la cimenterie (3 transnationales mexicaine, française et suisse), l'électricité, la téléphonie **(O)**. Ces nationalisations, parfois quelque peu improvisées, ne se sont pas traduites dans certains cas par une plus grande participation de la classe ouvrière, ni par une plus grande efficacité économique. Cela dit, il serait absurde de penser que le gouvernement aurait pu transformer toute la structure

En mai 2012, Jorge Arreaza, le ministre du pouvoir populaire pour la science, la technologie et l'innovation a annoncé que les dividendes de Cantv nationalisée en 2007 ont rapporté en 2011 2,1 milliards de bolivares (environ 380 millions d'euros) qui ont servi au renforcement des missions, à la construction de logements, de centres Internet, d'universités et d'hôpitaux **(P)**. Depuis cinq ans, Cantv nationalisée a permis un investissement total de 6,6 milliards de bolivares (1,2 milliard d'euros) dans les secteurs sociaux **(Q)**.

De semblables acquis changent la vie des personnes, surtout issues des secteurs les plus défavorisés. Ce n'est donc pas étonnant que selon un sondage réalisé par l'Institut américain Gallup, le Venezuela se situe parmi les cinq premiers pays au monde dont la population se considère la plus heureuse pour 64 % des personnes interrogées. Celles-ci considèrent comme prospère leur niveau de vie actuel et leurs attentes pour les cinq prochaines années. Le Venezuela se situe après le Danemark, la Suède, le Canada et l'Australie et à égalité avec la Finlande, donc dans le peloton de tête avec trois pays scandinaves qui jouissent des niveaux de vie les plus élevés de la planète.

LES LACUNES DE LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE

- Des questionnements sur la dette sans aucune traduction dans la réalité...

Contrairement à ses propos, Chávez n'a rien fait sur la question de l'endettement. Pourtant, il a dit qu'il faudrait bien un jour s'attaquer à cette question mais l'exemple de Rafael Correa, qui a mené un audit sur la dette qui a permis à l'Équateur d'économiser 7 milliards de dollars en capital et intérêts et de consacrer cet argent à des projets sociaux n'a pas été suivi au Venezuela. Certes au Venezuela, la question de la dette a une importance moindre qu'elle n'avait en Équateur par rapport aux dépenses sociales, néanmoins son poids n'est pas insignifiant.

“ LE REVENU MINIMUM VÉNÉZUÉLIEN EST LE PLUS ÉLEVÉ DE TOUTE L'AMÉRIQUE LATINE.”

LES ACQUIS DÉMOCRATIQUES

Du point de vue démocratique, il convient de mentionner le développement des médias communautaires même si les médias privés

Des études, réalisées par le Center for Economic and Policy Research (CEPR) basé aux États-Unis et favorable au Venezuela, montrent que ce sont plus de 20 milliards de dollars qui ont été dépensés entre



2000 et 2012 en remboursement du capital, à quoi il faut ajouter une quinzaine de milliards de dollars au titre des intérêts. Un audit aurait certainement montré qu'une partie de la dette est illégitime et n'aurait pas dû être remboursée. Autant de milliards qui auraient pu servir au renforcement des missions sociales et qui auraient pu permettre d'entreprendre auparavant le programme fondamental de construction de logements décents.

On peut vraiment se demander pourquoi Hugo Chávez n'a rien fait à ce sujet alors que ça avait été une de ses promesses lors de sa première campagne électorale de 1998. En juillet 2000, il a dit sur la chaîne d'opposition Globovision qu'il ne faudrait plus payer la dette. Dans un ouvrage de 2004, Chávez réitère... sur papier.

Le 26 novembre 2008, alors que Rafael Correa avait suspendu le

paiement de la dette vis-à-vis du secteur financier étranger et dit qu'il ne paierait pas une dette dont le rapport d'audit ❶ qui lui avait été remis montrait clairement qu'il était illégitime, le gouvernement vénézuélien a annoncé

Il en est largement de même de la position du Venezuela par rapport aux institutions financières internationales. Le 1er juillet 2007, Chávez a fait part de son intention que le Venezuela quitte la Banque mondiale et le FMI mais malheureu-

en février 2012 de se retirer du Centre international de règlements des différends lié à l'investissement (CIRDI), le tribunal d'arbitrage du groupe Banque mondiale dont la particularité est de donner raison dans ses jugements aux multinationales contre les pays ❷.

“ LES DIVIDENDES DE LA FIRME CANTV, NATIONALISÉE EN 2007, ONT RAPPORTÉ EN 2011, 380 MILLIONS D'EUROS QUI ONT SERVI DANS LES SECTEURS SOCIAUX ET À LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS, DE CENTRES INTERNET, D'UNIVERSITÉS ET D'HÔPITAUX.”

la mise en place d'une commission d'audit. Effet d'annonce sans doute pour ne pas être en reste par rapport à l'Équateur mais quatre ans plus tard, rien n'a été fait en ce sens.

sement, il s'est agi une fois encore d'un effet d'annonce. Suite à un litige l'opposant à la transnationale pétrolière américaine Exxon Mobil, qui réclamait au Venezuela 12 milliards de dollars, il a enfin décidé

- La diversification de la production vénézuélienne : où en est-on dans ce gigantesque chantier ?

Entre 2003 et 2011, l'économie non basée sur le pétrole a augmenté en moyenne de 6,7 % avec une croissance de certains secteurs comme les télécommunications, les institutions financières ou la construction, qui ont connu une hausse entre 12 et 17 % y compris lors de la dernière période de crise. Avec de tels chiffres, on pouvait bien s'attendre à une augmentation des importations, mais pas à ce point. En effet, entre 2003 et 2009, les importations ont été multipliées par cinq, →

ce qui met en péril la balance commerciale excédentaire due aux exportations d'hydrocarbures ⑤. Ces importations profitent avant tout à une bourgeoisie importatrice. Pour contrer cela, il est nécessaire de relancer la production sociale d'aliments ainsi que d'intégrer les nationalisations dans un plan stratégique d'industrialisation en veillant à ce que ces entreprises deviennent des exemples de gestion ouvrière démocratique et efficace.

LES DÉFIS DE LA NOUVELLE PÉRIODE QUI S'OUVRE

Le grand défi pour les prochaines années est l'approfondissement de la construction socialiste. L'orientation de la période de transition qui s'est ouverte en 2007 a été la création d'un cadre juridique pour les actions prises par le gouvernement qui s'est traduit par un ensemble de lois du Pouvoir populaire. Il s'agit maintenant d'approfondir ces formes de propriété sociale donnant le pouvoir aux travailleurs organisés en communautés pour permettre le développement d'une économie sociale qui dépasse l'économie privée.

Ces lois du Pouvoir populaire visent au développement d'une propriété commune dans laquelle les travailleurs, les communautés et les paysans se sentent les véritables propriétaires de ces unités productives ①. Le dépassement de la bolibourgeoisie (une bourgeoisie qui est née du développement du processus de la révolution bolivarienne et qui est source de corruption) qui représente un frein à la radicalisation de la révolution et la lutte contre l'insécurité qui demeure très forte ②, sont deux enjeux majeurs de ce nouveau mandat d'Hugo Chávez. ③ ■



① Venezuela invirtió en las áreas sociales 772 mil millones de dólares; Diego Olivera - Barometro internacional; Rebelión; 07/04/2012; <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=147645>

② En fait, la toute première mission Zamora dans le domaine de la réforme agraire est née en 2001.

③ "Barrio Adentro" veut dire "Dans le quartier" en référence au fait qu'avant la révolution bolivarienne les habitants des quartiers pauvres n'avaient pas accès aux soins de santé par manque d'argent et de médecins acceptant de se rendre dans ces quartiers.

④ Ces chiffres sont tirés de Présentation de la seconde vice-présidence sociale en charge des questions sociales intitulée *Argumentos para explicar la reducción de la pobreza en el periodo revolucionario*, novembre 2011. http://www.viceresidenciasocial.gob.ve/sites/default/files/ARGUMENTOS%20REDUCCION%20DE%20LA%20POBREZA_2.pdf

⑤ Les noms qui ont été donnés à ces missions éducatives sont hautement symboliques puisqu'ils se rapportent directement ou indirectement aux héros de la Nation. Robinson est le nom du précepteur du libérateur Simon Bolívar. José Félix Ribas et José María de Sucre se sont tous les deux battus pour libérer la patrie du joug de la domination espagnole.

⑥ Présentation de la seconde vice-présidence sociale en charge des questions sociales intitulée *Argumentos para explicar la reducción de la pobreza en el periodo revolucionario*, novembre 2011, op. cit.

⑦ Vuelvan caras - "relever la tête" symbolise un nouveau départ pour des personnes sans qualification qui, à l'issue d'une formation qualifiante, vont pouvoir se lancer dans une activité.

⑧ *Venezuelan Government Launches Massive New Housing Mission*; Rachel Boothroyd; 4 mai 2011; <http://venezuelanalysis.com/news/6167>

⑨ Des projets avaient cependant eu lieu dans ce domaine mais sans viser à résoudre véritablement le problème.

⑩ <http://www.viceresidenciasocial.gob.ve/sites/default/files/grafico15.png>

⑪ Grandes propriétés typiques de l'Amérique latine de plusieurs centaines, milliers voire dizaine de milliers d'hectares avec faible taux d'exploitation et travailleurs souvent saisonniers ou journaliers surexploités.

⑫ La décennie précédente entre 1988 et 1998, l'augmentation n'avait été qu'à peine de 8 %. Le programme du candidat de la droite aux présidentielles Henrique Capriles ou la restauration conservatrice de l'agriculture vénézuélienne par Jesse Chacon sur le blog de Thierry Deronne. <http://venezuelainfos.wordpress.com/category/reforme-agraire/>

⑬ Pour plus d'informations sur le contexte dans lequel ces nationalisations ont eu lieu voir *Changements en cours au Venezuela en 2008-2009*; Eric Toussaint; 3 octobre 2009; <http://cadtm.org/Changements-en-cours-au-Venezuela>

⑭ *Venezuela 2019: De la inclusión económica a la soberanía productiva*; Juan Barredo et Vincent Lapierre, 11/08/2012; Rebelión; <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=154376>

⑮ *Los dividendos de la Compañía Anónima Nacional Telefonos de Venezuela impulsan proyectos sociales* et pour la précision sur la période voir *Satélite Miranda estará en órbita este año*; 25 mai 2012, Radio Kabudari el último año la Compañía Anónima Nacional Telefonos de Venezuela generó dividendos de 2 mil 100 millones de bolívares, los cuales están destinados para programas sociales; http://radiokabudari.blogspot.be/2012_05_20_archive.html

⑯ Cantv ha invertido más de 6 mil millones de bolívares en el área social; Correo del Orinoco; 23 mai 2012; <http://www.correodelorinoco.gob.ve/nacionales/cantv-ha-invertido-mas-6-mil-millones-bolivares-area-social/>

⑰ Pour plus d'infos sur l'audit en Équateur auquel Eric Toussaint, président du CADTM a participé comme représentant d'une des campagnes dette internationale, voir le site du CADTM www.cadtm.org

⑱ Et de trois : après la Bolivie et l'Équateur, le Venezuela quitte le CIRDI; Cécile Lamarque, 24 février 2012; <http://cadtm.org/Et-de-trois-apres-la-Bolivie-et-l>

⑳ *Venezuela 2019: De la inclusión económica a la soberanía productiva*, Juan Barredo et Vincent Lapierre, Rebelión

㉑ *Radiografía de la economía venezolana. Entrevista con Victor Alvarez*, exministro de Industria y Minería del gobierno de Hugo Chávez; 15 octobre 2012 Rebelión; <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=157661>

㉒ Le Venezuela arrive en 5e position dans la liste des pays les moins sûrs. Sur les 10 premiers pays du classement, 8 sont des pays latino-américains.

㉓ Cet article a été rédigé en novembre 2012.